

CARNET COLLÉGIAL

fneeq 
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

NOVEMBRE
2009

8

Dans ce numéro

L'enjeu de la prochaine négociation
L'avenir de la profession enseignante
au collégial

Bienvenue à la FNEEQ !

Campagne étudiante contre
le recrutement militaire
sur les campus

Négociation sectorielle
Des demandes s'inscrivant
dans une stratégie
de sortie de crise

À propos de
la réussite

La signature
électronique



L'ENJEU DE LA PROCHAINE NÉGOCIATION

L'AVENIR DE LA PROFESSION ENSEIGNANTE AU COLLÉGIAL



PHOTO : MICHEL GIROUX

Difficile de prévoir de quoi sera faite la prochaine négociation. Comme le disait une militante d'expérience, on a beau penser qu'on a tout vu comme scénarios, ça ne se passe jamais comme prévu ! Mais une chose est sûre : rarement les syndicats du regroupement cégep auront-ils entrepris une négociation en étant aussi forts et aussi prêts.

Le souci d'aller voir les assemblées, d'écouter les membres à la base et de les tenir informés a dominé non seulement l'ensemble des travaux sur la profession enseignante, mais également toute la démarche de l'élaboration du cahier de demandes sectorielles. Ce cahier, largement avalisé par le regroupement cégep, est le reflet de la volonté affirmée des syndicats de la nécessité de valoriser la

profession enseignante au collégial. Les nouvelles et les nouveaux venus dans la profession comprennent rapidement les enjeux. Ils savent que le résultat de cette négociation va modeler, pour longtemps, les conditions d'exercice de l'enseignement collégial : la relève est prête à s'impliquer.

Nous sommes aussi plus nombreux. La FNEEQ, avec ses 46 syndicats de profs de cégep, représente maintenant 84 % des enseignantes et des enseignants du réseau. La cohésion et la solidarité sont déjà au rendez-vous, et nous pouvons affirmer que les syndicats qui ont choisi la FNEEQ se sont sentis rapidement chez eux.

Les résultats que nous cherchons pour la prochaine négociation sont clairs :

■ nous voulons un ajout d'enseignantes et d'enseignants dans le réseau collégial, impérativement lié à l'enseignement en classe ;

■ nous voulons une bonification de l'échelle salariale : il n'est pas normal que nous gagnions 30 % de moins que nos collègues ontariens; il n'est pas normal que les salaires au niveau collégial, placé entre l'université et le

secondaire, restent collés sur ceux de l'enseignement primaire et secondaire; il n'est pas normal que les diplômés de maîtrise et de doctorat soient si peu considérés ;

■ nous voulons un respect authentique de notre autonomie professionnelle par une reddition de compte intelligente et respectueuse de notre expertise; nous voulons renforcer notre influence collective dans l'institution sans augmentation des contrôles bureaucratiques.

Le sort de la négociation qui s'amorce dépend en grande partie de l'attitude de la partie patronale. Nous voulons une vraie négociation, sera-t-elle au rendez-vous ? Personne ne souhaite un affrontement lourd, mais s'il faut se battre pour obtenir des conditions de travail relevant véritablement de l'enseignement supérieur, la FNEEQ sera présente. L'enjeu, c'est l'avenir de notre profession.

Jean Trudelle
Président de la FNEEQ

SOMMAIRE

- 2 L'enjeu de la prochaine négociation - L'avenir de la profession enseignante au collégial
- 3 Bienvenue à la FNEEQ !
- 4 Un appui concret - Campagne étudiante contre le recrutement militaire sur les campus
- 5 Négociation sectorielle
Des demandes s'inscrivant résolument dans une stratégie de sortie de crise
- 8 À propos de la réussite
- 10 La signature électronique
- 11 Nouvelles en bref

CARNET COLLÉGIAL est une publication de la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ-CSN représente près de 27 000 membres dans les cégeps, les établissements privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

Comité de rédaction : Yves de Repentigny, Micheline Thibodeau, Jean Trudelle et France Désaulniers
• Révision : Ariane Bilodeau • Photo de la couverture : Syndicat du personnel enseignant du cégep de Jonquière • Graphisme : Brunel Design • Impression : Impart Litho • Tirage : 13 000 exemplaires • Dépôt légal : Bibliothèque et archives du Québec, Bibliothèque et archives du Canada. • Cette publication est imprimée sur du papier fait à 100 % de fibres recyclées postconsommation.

FNEEQ-CSN

1601, avenue De Lorimier,
Montréal (Québec) H2K 4M5
Tél. : 514 598-2241 | Téléc. : 514 598-2190
fneeq.reception@csn.qc.ca | www.fneeq.qc.ca



Bienvenue à la FNEEQ !

Nous voulons souhaiter la plus chaleureuse bienvenue aux membres des syndicats nouvellement affiliés ainsi qu'aux nouveaux membres de tous les syndicats. L'année scolaire 2009-2010 en est une des plus importantes pour nos conditions de travail, l'issue de la négociation risque d'avoir des conséquences à très long terme pour nous toutes et nous tous.



PHOTO : MICHEL GIROUX

Micheline Thibodeau
Vice-présidente de la FNEEQ

Nous comptons maintenant 46 syndicats affiliés, dans toutes les régions du Québec, qui représentent 84 % du personnel enseignant. La FNEEQ a toujours travaillé d'arrache-pied à la défense du réseau collégial et la venue des nouveaux syndicats renforce son pouvoir d'action.

Une intégration réussie

Depuis la rentrée, plusieurs ont participé aux nombreuses sessions de formation : pour les nouvelles et les nouveaux membres des comités exécutifs, pour les personnes liées à la négociation, pour les responsables des assurances, des griefs, etc. Ces formations, dont l'objectif est d'offrir les meilleurs services aux membres, ont aussi été des lieux d'intégration à la vie de la FNEEQ.

Toutefois, c'est la participation au regroupement cégep qui constitue l'exercice d'intégration ultime. Cette instance en est à

sa quatrième réunion depuis le début de l'année scolaire. Il nous est apparu que la glace est brisée pour tout le monde. En effet, lors de l'adoption finale du cahier de demandes, toutes les représentantes et tous les représentants ont participé aux débats, faisant ainsi valoir le point de vue de leurs membres. C'est cette dynamique qui rend le regroupement cégep uni et fort.

Solidarité et mobilisation

C'est par la solidarité des membres de tous les syndicats, par leur mobilisation que nous avons obtenu la formation d'un comité paritaire pour analyser et proposer des solutions aux difficultés qu'éprouvent plus particulièrement les cégeps de régions aux prises avec des baisses d'effectif

étudiant. C'est aussi par la mobilisation des membres que nous avons réussi à sensibiliser les administrations locales et la population sur la tâche des enseignantes et des enseignants de cégep. Enfin, la négociation qui s'amorce sera le moment de montrer notre détermination pour faire reconnaître notre travail, pour réclamer haut et fort des conditions de travail équivalentes pour tous les profs, peu importe le programme, la discipline ou le lieu géographique.

La reconnaissance de la profession

Enfin, fort du nombre de membres que nous représentons, nous devons influencer le cours de la négociation, la reconnaissance de notre profession étant au cœur de la prochaine ronde.

L'autonomie professionnelle, l'amélioration de la qualité des enseignements, l'appartenance à l'enseignement supérieur et la défense du réseau collégial, sont les grands principes sur lesquels s'appuient nos revendications. Nous chercherons, tous ensemble, à obtenir une reconnaissance réelle tant d'un point de vue salarial que de l'organisation du travail.

C'est une invitation à tous les membres à participer activement à la période de négociation qui arrive. ■



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

Un appui concret de la fédération

Depuis 2007, une campagne étudiante contre le recrutement militaire a permis de limiter significativement la présence de recruteurs de l'armée canadienne sur les campus. Lors du congrès de mai 2009, les délégué-es de la FNEEQ ont convenu de donner un appui concret à toutes les campagnes locales menées par les associations étudiantes.

Micheline Thibodeau
Vice-présidente

Ainsi, la FNEEQ qui fait partie de la Coalition contre le recrutement militaire dans les établissements d'enseignement¹ a participé à une conférence de presse, le 27 septembre dernier, réunissant des représentantes et des représentants de toutes les organisations membres de la coalition.

La campagne de recrutement en cours vise à augmenter de 20 % le nombre de militaires canadiens, dans un délai de cinq ans. Le recrutement a lieu dans les cégeps, plus particulièrement au moment des « journées carrière » ou des journées pendant lesquelles les universités présentent leurs programmes d'études.

Rappelons que, parmi les mandats conférés aux cégeps en vertu de la Loi des collèges², figure celui de participer, dans le respect de la politique



PHOTO : CENTRE DES RESSOURCES SUR LA NON-VIOLENCE

québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, à l'élaboration et à la réalisation de programmes de coopération avec l'extérieur dans le domaine de l'enseignement collégial.

Les gouvernements Martin et Harper, rompant avec la tradition canadienne, ont donné une nouvelle orientation militariste au rôle de l'armée

canadienne, qui participe maintenant de façon agressive à la guerre en Afghanistan, les missions de paix sont reléguées loin derrière. Le Canada est un pays en guerre.

Comment concilier la mission des cégeps avec le rôle de l'armée canadienne?

Pour la coalition, il est totalement inapproprié de permettre que nos établissements d'enseignement soient exploités par l'armée canadienne pour faire la promotion de l'engagement dans un conflit.

Le numéro spécial de *Vents croisés*, qui porte sur cette question circule dans les 88 syndicats affiliés à la FNEEQ. ■

¹ La Coalition contre le recrutement militaire dans les établissements d'enseignement regroupe l'Association syndicale pour une solidarité étudiante (ASSÉ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), le Centre des ressources sur la non-violence, la CSQ et la FNEEQ.

² Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q., chapitre C-29, 6.0.1 d).

Des demandes s'inscrivant dans une stratégie de sortie de crise

Le 16 octobre dernier, à l'occasion du retour de consultation des assemblées générales, le regroupement cégep a adopté le cahier de demandes sectorielles que le comité de négociation et de mobilisation a déposé au Comité patronal de négociation des collègues (CPNC) le 30 de ce même mois. Les travailleuses et les travailleurs membres du Front commun, dont les enseignantes et les enseignants de cégep, se sont prononcés, l'hiver dernier, en faveur d'un cadre stratégique tablant sur la conclusion d'une entente au plus tard le 31 mars 2010 et préconisant des pourparlers relatifs à des « objets ciblés » afin d'atteindre cet objectif.



PHOTO : MICHEL GIROUX

Yves de Repentigny
Délégué à la coordination
du regroupement cégep

Nos revendications ont donc été élaborées dans cet esprit. Plutôt que de viser la résolution de l'ensemble des problèmes qui affligent l'enseignement collégial, elles se concentrent sur les plus importants, qu'on peut regrouper sous cinq grands thèmes : la tâche et les ressources, la rémunération, la formation continue, la précarité ainsi que la conciliation famille-travail.

Le cadre stratégique adopté a pour but de nous permettre de recouvrer rapidement notre droit de négocier et, bien entendu, d'obtenir le plus tôt possible, à la suite de véritables discussions, des améliorations notables à nos conditions de travail. Cepen-



PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

nant, il fait aussi partie intégrante d'un authentique plan de sortie de crise.

Éducation de qualité et bonnes conditions de travail vont de pair

Comme on le sait, en temps de crise économique, beaucoup de jeunes décident de prolonger leurs études. De plus, bon nombre de travailleuses et de travailleurs ayant perdu leur emploi reviennent sur les bancs d'école afin de se recycler et de réorienter leur carrière. Dans un tel contexte, il importe que toutes ces personnes

aient facilement accès à une éducation peu coûteuse – idéalement gratuite – et, surtout, de qualité.

Or, cette qualité s'avère indissociable de celle des conditions de travail des enseignantes et des enseignants. Par exemple, on ne peut continuer indéfiniment à encadrer adéquatement un nombre excessif d'étudiants ou à préparer convenablement trop de cours différents. De même, à la formation continue, qui accueille beaucoup de gens effectuant un retour aux études, les chargé-es de cours ne sont pas rémunérés pour l'encadrement ni



PHOTO : CAROL DUFOUR, AU CÉGEP DE CHICOUTIMI

pour la participation à des réunions de concertation (la plupart effectuent donc ces tâches « sur le bras ») et ils n'ont pas la possibilité d'utiliser les budgets de perfectionnement de leur cégep.

L'importance du salaire et le mythe de l'employé du secteur public « gras dur »

Évidemment, pour donner un enseignement de qualité, ça prend des profs ! Malheureusement, dans plusieurs disciplines, on éprouve d'importantes difficultés de recrutement.

En plus des problèmes mentionnés plus haut, d'autres facteurs peuvent expliquer cet état de fait, dont le manque de marge de manœuvre pour concilier famille et travail, la précarité dans laquelle sont confinés trop longtemps bien des nouvelles et des nouveaux enseignants et, bien sûr, la rémunération ! Quoi qu'en pensent les Michel Girard¹ de ce monde, selon qui les employé-es du secteur public jouissent d'un salaire

et d'avantages sociaux « alléchants », on ne se bouscule pas au portillon pour devenir prof de cégep et nos émoluments y sont certainement pour quelque chose !

Outre le fait qu'elles inciteraient davantage de gens à tenter leur chance dans les secteurs public et parapublic, des augmentations salariales satisfaisantes permettraient également de stimuler l'économie et, par conséquent, de sortir le Québec plus rapidement de la crise.

En effet, si leur rémunération s'améliorait, les travailleuses et les travailleurs de l'État auraient tendance à dépenser plus d'argent pour leur alimentation, leurs vêtements, leurs loisirs, etc., ce qui contribuerait très certainement au maintien et à la création d'emplois dans le commerce ainsi que dans diverses industries. Une telle considération n'est pas à négliger, particulièrement dans les régions où les organismes gouvernementaux figurent parmi les principaux acteurs quant au marché du tra-

vail. On nous a abondamment vanté les bienfaits des investissements dans les projets d'infrastructures, mais il s'avère tout aussi important de miser sur les infrastructures... humaines, qui, précisons-le, ne donnent pas lieu, elles, à de la surfacturation !

Enfin, mentionnons que l'ajout de personnel dans le secteur public afin de rendre moins lourde la tâche de ceux qui y œuvrent déjà – par exemple, plus de profs de cégep – fournirait également de bonnes « jobs » à des personnes qui s'en cherchent une actuellement.

Plusieurs chroniqueurs économiques ont poussé de hauts cris en apprenant la hauteur de nos demandes. À leur avis, celles-ci auront pour conséquences inéluctables d'alourdir la dette, de détériorer, par d'inévitables hausses des impôts, les finances personnelles de la population et de compromettre le niveau de vie des générations futures. Toujours d'après eux, la réduction des dépenses du gouvernement constitue un passage

obligé en ce qui concerne le retour à des budgets non déficitaires.

Il existe pourtant des façons d'augmenter les revenus de l'État sans toucher au portefeuille de monsieur et madame Tout-le-monde. Pour ce faire, il faudrait cependant que nos élus acceptent de procéder à une sérieuse réflexion sur la révision de la fiscalité et d'envisager les solutions suivantes : éradication des paradis fiscaux, taxation des transactions financières, imposition importante des profits des entreprises ainsi que des personnes à revenu très élevé et forte taxation des énergies polluantes.

L'importance de la mobilisation

Il va sans dire que, si nous voulons que la négociation porte ses fruits dans un contexte où nous risquons de faire face à une partie patronale intransigeante, nous devons nous mobiliser de manière considérable. À cet effet, lors de sa dernière réunion, le regroupement cégep a adopté un plan d'action et d'information comportant un calendrier qui prévoit l'organisation de différentes activités, l'utilisation d'outils de visibilité et un accroissement plus ou moins rapide de l'intensité des moyens de pression

selon l'attitude de nos vis-à-vis et le rythme des pourparlers.

De novembre 2009 à mars 2010, un thème lié à nos demandes (moins de précarité, un salaire convenable, une tâche décente, etc.) sera mis en évidence chaque mois. De plus, on a souligné plus particulièrement la date du 30 octobre, tout comme on le fera pour celles du 15 décembre, anniversaire de l'imposition de l'innommable décret, ainsi que du 31 mars 2010, échéance des conventions collectives.

Notons en terminant que, les dispositions répressives de la loi 43 n'arrivant à échéance que le 1^{er} avril 2010 à minuit et en raison des délais occasionnés par le processus de médiation, qu'il faut absolument demander pour obtenir le droit de grève, nous ne pourrons exercer ce dernier avant la rentrée 2010. D'ici là, toutefois, chaque syndicat va convier ses membres à se pencher collectivement sur l'importance de l'utilisation de ce type d'action en appui à leurs revendications. ■

¹ Girard, Michel, « L'effronterie du secteur public », La Presse, 17 octobre 2009, section Affaires, p. 9.



Élections au comité de négociation et de mobilisation

Au cours de la réunion du regroupement cégep tenue les 15 et 16 octobre dernier, quatre personnes ont été élues au comité de négociation et de mobilisation. Il s'agit de Guillaume Fournier, du Cégep de Saint-Laurent, Éric Kirouac, du Collège François-Xavier-Garneau, Nicole Lefebvre, du Collège Maisonneuve, et Bruce Toombs, du Collège régional Champlain (Saint-Lambert). Nous leur adressons toutes nos félicitations et leur souhaitons bon succès dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions !

À propos de la réussite

Ce n'est un secret pour personne : les emplois qui seront créés dans les prochaines années nécessiteront, pour la plupart, des qualifications plus importantes. Résultat : le Québec a un besoin pressant de techniciennes et de techniciens qualifiés, mais aussi d'amener plus d'étudiantes et d'étudiants à entreprendre – et à terminer ! - des études universitaires. Un signe qui ne trompe pas : les taux de placements faramineux observés au sortir des études collégiales techniques.

Jean Trudelle
Président de la FNEEQ

Mais cela n'est pas assez, si bien que les pressions sont nombreuses dans le réseau collégial pour une hausse des taux de réussite. Si, syndicalement, on peut souscrire au projet d'amener plus de nos étudiantes et étudiants à obtenir leur DEC, il reste qu'au niveau de la manière, il est loin d'être sûr que nous partageons à cet égard l'approche du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), approche reprise d'ailleurs dans de nombreux collèges.

Plusieurs cas de pressions directes nous sont rapportés. Des individus ou des départements sont ciblés, appelés à rencontrer la direction des études, parfois enjoins à prendre les mesures nécessaires, parfois – d'un ton paternaliste - questionnés sur les approches pédagogiques utilisées.

Dans l'état actuel des choses, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une incitation à abaisser les standards actuels, de telle sorte que les taux de succès soient plus reluisants.



PHOTO : © FRANZ PFLUEGL - FOTOLIA.COM

Une approche comptable

La situation est d'autant plus inquiétante que le MELS semble adopter, en matière de réussite, une vision comptable insidieuse. Au moment d'écrire ces lignes, nous croyons que le projet de loi sur la gouvernance

des cégeps forcera les collègues, entre autres indicateurs, à se doter d'objectifs chiffrés en matière de taux de réussite et à en rendre compte publiquement de manière périodique. La saison des palmarès va-t-elle s'ouvrir au collégial ?

Cette obsession de la mesure découle d'une transposition maladroite, à l'éducation, de manières de penser qui ont cours dans l'entreprise privée. Le gouvernement investit des fonds publics en éducation, il faut donc vérifier si ces investissements « rapportent », confondant obligation de moyens avec obligation de résultats.

Le problème, bien sûr, c'est que cette « mesure » des taux de réussite signifie bien peu en elle-même. Comme nous l'avons écrit dans le mémoire que la FNEEQ a déposé à la Commission parlementaire de l'éducation, ce n'est pas parce qu'on pèse un poulet à tous les jours qu'il engraisse. Lorsque rien ne change, la publication systématique de ces résultats ne fait pas autre chose que de générer une course malsaine, à l'intérieur des cégeps comme entre les établissements, à de meilleurs taux de réussite, chose



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

qu'on ne peut obtenir que par une baisse des exigences... ou au prix d'un effort sans commune mesure avec ce que permettent nos conditions de travail actuelles. Ou alors, comme le font la plupart des écoles privées, en cherchant à améliorer l'image de son cégep pour y attirer de meilleurs étudiants et étudiantes.

Une situation complexe

Si on réfléchit un tant soit peu à la situation actuelle au collégial, en matière de réussite, on ne peut qu'être frappé par la présence d'un nombre important de facteurs qui devraient avoir pour effet d'abaisser les taux de réussite.

Le souci d'une accessibilité plus grande a amené le MELS à alléger les conditions d'admission au collégial. Toutes choses étant égales par ailleurs, ne devrait-on pas s'attendre, comme résultat net de cette mesure, que proportionnellement moins de jeunes qu'avant ne réussissent leurs études collégiales ?

L'hétérogénéité croissante des effectifs étudiants complique aussi singu-

lièrement la tâche de celles et de ceux qui leur enseignent. Comment composer avec un groupe comprenant une part importante d'allophones, qui maîtrisent mal la langue dans laquelle ils étudient ? Ou encore avec des jeunes aux prises avec des problèmes d'apprentissage ? N'y a-t-il pas là aussi des facteurs qui tirent vers le bas les taux de réussite ?

Que dire de la tâche des enseignantes et des enseignants ? Dans les faits, nous disposons à peine du temps nécessaire pour offrir un soutien approprié à celles et ceux qu'on nous confie. Une tâche imposante, alourdie au fil des ans par des impératifs administratifs ou d'imputabilité accrue, cela ne devrait-il pas se traduire au final par des chances moins grandes de réussite pour nos étudiantes et nos étudiants ?

Sous François Legault, le ministère a consenti aux collèges des enveloppes dédiées pour l'aide à la réussite. Un peu partout se sont développés des centres d'aide, fort populaires au demeurant, qui sont venus peut-être atténuer les effets, chez les étudiantes et les étudiants, d'une tâche trop

lourde. Mais celles et ceux qui en ont le plus besoin en profitent-ils vraiment ? Que sera la situation l'an prochain, quand arriveront dans nos classes les enfants de la réforme ?

Un dossier à suivre

La question est complexe et il est à prévoir qu'elle prendra une tournure nouvelle au cours des prochaines années. Directement concernés, nous ne pouvons pas nous contenter de voir venir. Nous devons prendre à l'égard de la réussite des positions claires, fondées sur notre analyse de la situation et sur les valeurs que nous défendons. Une telle démarche est d'autant plus intéressante qu'elle pourra interpeller, à la FNEEQ, nos collègues chargées de cours dans les universités ainsi que des membres des syndicats du regroupement privé.

Le comité école et société de la FNEEQ s'attaquera à ce dossier au cours de la prochaine session. Un dossier sera publié dans le carnet fédéral de l'automne prochain et le Conseil fédéral sera alors appelé à débattre, puis à adopter des recommandations sur ce sujet. ■


LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

UNE MANIÈRE PRATIQUE ET ÉCOLOGIQUE DE FAIRE CONNAÎTRE NOS REVENDICATIONS !


Yves de Repentigny

Délégué à la coordination
du regroupement cégep

À l'occasion de la négociation, les mois de novembre et décembre ont été placés sous le thème « Moins de précarité ». Afin de souligner cela, tous les syndicats du regroupement cégep ont reçu dernièrement un outil de visibilité bien particulier : une signature électronique, que les profs peuvent insérer à la fin de leurs courriels afin de faire connaître leurs revendications aux destinataires des messages, dont, bien entendu, les patrons locaux ! Cet outil, qui consti-



**DE MEILLEURES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT
TOUT LE MONDE Y GAGNE**

fneeq 

tue une façon très efficace et très verte d'afficher ses couleurs, est accompagné d'un document expliquant la façon de procéder à l'installation. Si vous ne l'avez pas reçu, n'hésitez pas à le demander à votre comité exécutif ou à votre responsable local à l'action (RLA) ! Des si-

gnatures électroniques du même type seront également créées pour les thèmes des mois qui viennent : « Une bonne retraite », en janvier, « Un salaire convenable » et « Une tâche décente » en février ainsi que « Conciliation famille-travail » en mars 2010. ■

Exclusivement réservé aux membres

L'assurance d'avoir **PLUS** de privilèges



AUTO



HABITATION



VR



Réglements disponibles à la Vice-présidence marketing

PLUS d'économies sur vos primes d'assurance automobile et habitation

Nouveau Des réductions s'appliquent maintenant sur vos véhicules récréatifs




La Capitale
assurances générales
CABINET EN ASSURANCES DE DOMICILE

Sans frais : 1 866 551-2643 • Montréal : 514 788-3528 • www.lacapitale.com

Nouvelles en bref

Dynamiser la vie syndicale

LA FNEEQ, et particulièrement le regroupement cégep, offre plusieurs sessions de formation pour les membres des comités exécutifs. Les objectifs sont clairs : permettre aux membres des comités exécutifs d'offrir les meilleurs services possibles à leurs membres, mais par delà cette orientation, une attention particulière est portée au contexte de renouvellement des effectifs et à la dynamisation de la vie syndicale.



Session de formation sur la négociation au collège Ahuntsic

Une session de formation pour les responsables locaux à la négociation, s'est tenue au collège Ahuntsic. Les syndicats du regroupement cégep ont tenu à appuyer l'importante lutte que mène le syndicat local, faisant suite au grief gagné sur la reprise non rémunérée des journées de grève. Le litige actuel porte sur ce qui doit faire l'objet d'une reconnaissance salariale : le syndicat demande que soit payée chaque journée reprise alors que le collège entend rémunérer uniquement les heures de cours reprises. Comme quoi

le travail fait en dehors des heures de cours ne vaut pas la peine d'être reconnu!!!!

Malgré la mauvaise température, nous avons participé à une manifestation organisée pendant l'heure du dîner du 9 octobre. Nous réitérons notre appui sans réserve aux membres du syndicat et les remercions encore une fois pour l'organisation logistique sans faille. Enfin, la lutte n'est pas terminée, un grief sur le même thème est devant l'arbitre au collège de Shatinigan. Ce n'est qu'un début, poursuivons le...

FNEEQ Les profs de cégep en négo

Joignez notre groupe sur Facebook !

<http://www.facebook.com/home.php?#/group.php?gid=165062415508&ref=ts>



Le site Web des négos

Vous pouvez également visiter régulièrement le site www.secteurpublic.info/negofneeq et prendre connaissance des dernières informations en ce qui concerne la négociation. Vous y retrouverez les bulletins Info-Négo, vous pourrez télécharger divers outils de mobilisation et d'information (tracts, caricatures, etc.) et prendre des nouvelles des activités des autres syndicats.



La solidarité enseignante en mouvement

CONGRÈS SPÉCIAL • 25 AU 27 NOVEMBRE 2009 • MONTRÉAL



40ans
2009

fneeq 
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec